

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 28 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL RAFFINAGE FRANCE

Plateforme de Donges
CS 9005
44480 Donges

Référence : UD35/2026-47
Code AIOT : 0005501563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement TOTAL RAFFINAGE FRANCE implanté 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite est de vérifier la mise en place des mesures compensatoires au cours des opérations de nettoyage du réseau de prémélange contenant des PFAS de la DCI. Mesures garantissant le maintien du niveau de sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL RAFFINAGE FRANCE
- 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005501563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt pétrolier est situé sur la commune de Vern-sur-Seiche, en Ille-et-Vilaine (35), au 12 rue de la Croix Rouge. Il se situe à 700 m au Nord du centre-ville de Vern-sur-Seiche et au Sud-Est de l'agglomération de Rennes.

Les installations du site de Vern-sur-Seiche sont composées :

-D'un terminal d'arrivée de la canalisation de transport Donges-Vern : celle-ci achemine les hydrocarbures liquides de la plateforme de Donges jusqu'au dépôt de Vern-sur-Seiche,

- Des stockages aériens d'hydrocarbures liquides : gazole, essence et fioul, classés sous la rubrique 4734.2,
- Des stockages aériens d'EMAG (Ester méthylique d'acide gras), biocarburant incorporé au gazole,
- Des stockages enterrés et aériens d'additifs pétroliers, et d'une cuve aérienne de colorant, et des stockages enterrés d'éthanol : l'ensemble des éthanol et additifs sont classés sous la rubrique 4331,
- Une installation de chargement de camions-citernes (2 ilots dôme et 6 ilots source),
- Une unité de récupération des vapeurs (URV),
- Des installations auxiliaires.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures compensatoires à l'indisponibilité de la DCI	AP Complémentaire du 07/11/2025, article 1	Sans objet
2	Mesures compensatoires à l'indisponibilité de la DCI	AP Complémentaire du 07/11/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures compensatoires et les procédures afférentes sont bien en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures compensatoires à l'indisponibilité de la DCI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les mesures compensatoires mises en place durant le temps d'indisponibilité du réseau de prémélange de mousse sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Un camion très grande puissance équipé d'un canon mousse d'une puissance de 18 000 l/min et d'une capacité unitaire de 12 m³ est présent en permanence sur le site de Vern sur Seiche ;• Une remorque complémentaire d'une capacité de 16 m³ d'émulseurs est présente en permanence sur le site de Vern sur Seiche ;• En heures ouvrables, un équipage de 2 pompiers sera présent en permanence sur le site de Vern sur Seiche pour la mise en œuvre des moyens d'intervention ;• Hors heures ouvrables, cet équipage est mobilisable dans un délai de 30 minutes maximum ;• Un second camion très grande puissance est, afin d'appuyer l'action des moyens d'intervention mis en œuvre sur le site de Vern sur Seiche, en capacité à être opérationnel sur ce dernier dans un délai maximal de 120 minutes ;
Constats : Le jour de l'inspection le fourgon très grande puissance d'une capacité unitaire de 12 m ³ est présent sur site ainsi que la remorque de 16 m ³ constituant la réserve d'émulseur. L'équipage est constitué de 2 pompiers de l'équipe d'intervention du site de Donges. L'équipage fonctionne en roulement avec le reste de l'équipe. Hors heures ouvrées, l'équipe est logée dans un hôtel de la périphérie sud de Rennes, situé à une vingtaine de minutes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures compensatoires à l'indisponibilité de la DCI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'intervention
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Les fiches POI du site de Vern sur Seiche sont mises à jour afin de prendre en considération les moyens listés ci-dessus à déployer en fonction du scénario identifié (feu de bac et feu de nappe) ;
Constats : <p>Les fiches POI ont été mises à jour afin d'intégrer l'indisponibilité de la DCI.</p> <p>En salle de contrôle, le panneau de commande des dispositifs de sécurité a été physiquement condamné par de la rubalise.</p> <p>Les consignes papier décrivant les actions à mener en cas de situation d'urgence ont été mises à jour et un rappel systématique de ces dernières à chaque changement d'équipe de contrôle est réalisé.</p> <p>Elles stipulent l'appel systématique au dépôt de Donges pour mobiliser le second fourgon TGP, quel que soit le scénario en cours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite